

SENATO DELLA REPUBBLICA

— XI LEGISLATURA —

N. 1039

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli affari esteri

(COLOMBO)

di concerto col Ministro della pubblica istruzione

(JERVOLINO RUSSO)

e col Ministro dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica

(FONTANA)

(V. Stampato Camera n. 1822)

approvato dalla Camera dei deputati il 2 marzo 1993

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 3 marzo 1993*

Ratifica ed esecuzione della convenzione europea sulla
equipollenza generale dei periodi di studi universitari, fatta
a Roma il 6 novembre 1990

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione europea sulla equipollenza generale dei periodi di studi universitari, fatta a Roma il 6 novembre 1990.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 6 della convenzione medesima.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres ;

Vu la Convention européenne sur l'équivalence des périodes d'études universitaires, ouverte à la signature à Paris le 15 décembre 1956, qui s'applique au domaine des langues vivantes ;

Convaincus qu'une contribution importante serait apportée à la compréhension européenne si un plus grand nombre d'étudiants dans toutes les disciplines pouvait effectuer des périodes d'études à l'étranger et si les examens réussis et les cours suivis par ces étudiants durant ces périodes d'études pouvaient être reconnus par leur établissement d'origine ;

Résolus d'établir à cette fin le principe de l'équivalence générale des périodes d'études universitaires,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Aux fins de la présente Convention, le terme « établissements d'enseignement supérieur » désigne :

- a. les universités ;
- b. les autres établissements d'enseignement supérieur officiellement reconnus aux fins de la présente Convention par les autorités compétentes de la Partie sur le territoire de laquelle ils sont situés.

Article 2

1. Les Parties, dans la mesure où sur leur territoire l'Etat constitue l'autorité compétente en la matière, reconnaissent toute période d'études passée par un étudiant dans un établissement d'enseignement supérieur d'une autre Partie comme équivalente à une période similaire passée dans son établissement d'origine, à condition :

— qu'un accord préalable ait été conclu entre, d'une part, l'établissement d'enseignement supérieur d'origine ou l'autorité compétente de la Partie où cet établissement est situé et, d'autre part, l'établissement d'enseignement supérieur ou l'autorité compétente de la Partie sur le territoire de laquelle la période d'études s'est effectuée ;

— que les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur où la période d'études s'est effectuée aient délivré à l'étudiant un certificat attestant qu'il a accompli ladite période d'études à leur satisfaction.

2. La durée de la période d'études visée au paragraphe précédent est déterminée par les autorités compétentes de la Partie sur le territoire de laquelle se trouve l'établissement d'enseignement supérieur d'origine.

Article 3

Les Parties, dans la mesure où sur leur territoire les établissements d'enseignement supérieur constituent l'autorité compétente en la matière, transmettront le texte de la présente Convention aux autorités des établissements en question situés sur leur territoire et les encourageront à examiner avec bienveillance et à appliquer les principes énoncés à l'article 2.

Article 4

Les dispositions de la présente Convention n'affectent pas celles de la Convention européenne sur l'équivalence des périodes d'études universitaires, ouverte à la signature à Paris le 15 décembre 1956.

Article 5

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe et des autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par :

a. signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ; ou

b. signature, sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 6

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date à laquelle deux Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions de l'article 5.

2. Pour tout Etat signataire qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 7

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil ainsi que la Communauté économique européenne à adhérer à la présente Convention, par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.

2. Pour tout Etat adhérent ou pour la Communauté économique européenne en cas d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 8

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 9

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 10

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil, aux autres Parties à la Convention culturelle européenne, à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention et à la Communauté économique européenne adhérente :

- a. toute signature ;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 6 et 7 ;
- d. tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Rome, le 6 novembre 1990, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Etats parties à la Convention culturelle européenne et à tout Etat ou à la Communauté économique européenne invités à adhérer à la présente Convention.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE EUROPEA SULLA EQUIPOLLENZA GENERALE DEI PERIODI DI STUDIO UNIVERSITARIO

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa e gli altri Stati parti alla Convenzione culturale europea, firmatari della presente Convenzione,

Considerando che lo scopo del Consiglio d'Europa è di realizzare una più stretta unione tra i suoi membri,

Vista la Convenzione europea sulla equipollenza dei periodi di studio universitario, aperta alla firma a Parigi il 15 dicembre 1956;

Convinti che la comprensione europea ricaverrebbe grandi benefici se un maggior numero di studenti di tutte le discipline, potesse effettuare periodi di studio all'estero, e se gli esami sostenuti con successo e i corsi seguiti da tali studenti durante tali periodi di studi fossero riconosciuti dal loro Istituto di origine;

Determinati a stabilire a tal fine il principio dell'equipollenza generale dei periodi di studio universitari,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Ai fini della presente Convenzione, per "istituti di insegnamento superiore" si intendono:

- a) le Università;
- b) gli altri Istituti di insegnamento superiore ufficialmente riconosciuti ai fini della presente Convenzione dalle Autorità competenti della Parte sul di cui territorio sono situati.

Articolo 2

1. Le Parti, qualora lo Stato rappresenti nel loro territorio l'autorità competente in materia, riconoscono ogni periodo di studi effettuato da uno studente in un istituto di studi superiore

di un'altra Parte come equipollente ad un periodo analogo effettuato nel suo istituto di origine, a patto che:

- un accordo preliminare sia stato concluso tra, da una parte, l'istituto superiore di origine oppure l'autorità competente della Parte in cui questo istituto è situato e, d'altra parte, l'istituto di studi superiore o l'Autorità competente della Parte sul di cui territorio il periodo di studi è stato effettuato;

- le autorità dell'istituto d'insegnamento superiore in cui il periodo di studi è stato effettuato abbiano rilasciato allo studente un attestato comprovante che tale periodo di studi è stato soddisfacentemente compiuto.

2. La durata del periodo di studi di cui al paragrafo precedente è determinata dalle Autorità competenti della Parte sul di cui territorio è situato l'istituto d'insegnamento superiore di origine.

Articolo 3

Le Parti, qualora nel loro territorio gli istituti di insegnamento superiore costituiscano l'autorità competente in materia, comunicheranno il testo della presente Convenzione alle Autorità degli istituti in questione situati sul loro territorio e le incoraggeranno ad esaminare con benevolenza e ad applicare i principi enunciati all'articolo 2.

Articolo 4

Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano le disposizioni della Convenzione europea sull'equipollenza dei periodi di studio universitari, aperta alla firma a Parigi il 15 dicembre 1956.

Articolo 5

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa e degli altri Stati Parti alla Convenzione culturale europea, che possono manifestare il loro consenso a divenirne Parti mediante:

a. firma senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione; oppure

b. firma con riserva, di ratifica, di accettazione o di approvazione, seguita da ratifica, da accettazione o da approvazione.

2. Gli strumenti di ratifica di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 6

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data alla quale due Stati membri del Consiglio d'Europa avranno manifestato il loro consenso a divenire Parti della presente Convenzione in conformità con le disposizioni dell'articolo 5.

2. Per ogni Stato membro che manifesterà successivamente il suo consenso a divenire Parte della Convenzione, questa entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data della firma o del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

Articolo 7

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare ogni Stato non membro del Consiglio nonché la Comunità economica europea ad aderire alla presente Convenzione, con una decisione adottata alla maggioranza come previsto all'articolo 20.d dello Statuto del Consiglio d'Europa e all'unanimità dei rappresentanti degli Stati contraenti aventi il diritto di essere rappresentati al Comitato.

2. Per ogni Stato aderente o per la Comunità economica europea in caso di adesione, la Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data di deposito dello strumento di adesione presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 8

1. Ogni Stato può, all'atto della firma oppure all'atto del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, designare il o i territori cui si applicherà la presente Convenzione.

2. Ogni Stato può in ogni altro momento successivo, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, estendere l'attuazione della presente Convenzione ad ogni altro territorio indicato nella dichiarazione. La Convenzione entrerà in vigore nei confronti di questo territorio il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data di ricezione della dichiarazione da parte del Segretario Generale.

3. Ogni dichiarazione effettuata in virtù dei due paragrafi precedenti potrà essere ritirata, per quanto concerne ogni territorio designato in questa dichiarazione, mediante notifica indirizzata al Segretario Generale. Il ritiro avrà effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data di ricezione della notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 9

1. Ogni Parte può, in ogni tempo, denunciare la presente Convenzione per mezzo di una notifica indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. Tale denuncia diverrà effettiva il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 10

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà gli Stati membri del Consiglio, le altre Parti alla Convenzione Europea Culturale, ogni Stato che ha aderito e la Comunità Economica Europea, qualora abbia aderito alla presente Convenzione, riguardo a:

b. il deposito di ogni strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione;

c. ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione in conformità con gli articoli 6 e 7;

d. ogni altro atto, notifica o comunicazione connessa con la presente Convenzione.

In fede di che i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Roma, il 6 novembre 1990, in francese ed in inglese, entrambi i testi facenti ugualmente fede, in un solo esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa.

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia certificata conforme a ciascuno degli Stati membri del Consiglio d'Europa, agli altri Stati Parti alla Convenzione culturale europea e ad ogni Stato o alla Comunità economica europea, invitati ad aderire alla presente Convenzione.

(seguono firme)